

Voici l'épilogue du livre.

L'ESPOIR, PAS LA PEUR

Serrurier : personne à qui vous pouvez vous adresser pour faire des copies de clés, faire ressemeler vos chaussures ou commander une nouvelle plaque de voiture. Iker de Carlos est serrurier. C'est un jeune type de 22 ans. À Pampelune, les familles qui, pour pouvoir survivre avec deux ou trois salaires seulement, s'entassent à douze ou treize dans une même maison font appel à lui. Les jeunes retournent vivre chez leurs parents. Il faut donc beaucoup de copies de clés.

Mais le bras armé de la Justice fait aussi appel à Iker. La police l'oblige à forcer les portes des logements dont il faut expulser les habitants. Il est payé 135 euros pour une telle effraction légale. En Espagne, plus de cent personnes sont expulsées de leur maison quotidiennement. Jour après jour. Au début 2013, la Justice demande une fois de plus à Iker de Carlos de forcer une serrure. Chez une femme de 45 ans qui ne peut plus rembourser son emprunt depuis six mois. « Quand je suis arrivé, la femme était sur son balcon », raconte Iker. Au moment où j'ai voulu forcer la serrure, elle a sauté. Heureusement, elle ne s'est pas tuée. Plus tard, en rentrant chez moi, je me suis dit : ça suffit, je n'aiderai plus les banques à mettre les gens à la rue. »

Iker appelle alors tous ses collègues de Pampelune et de la province de Navarre. Il organise le boycott des serruriers. Ceux-ci n'aident désormais plus les banques à expulser les gens de leur logement. Ils en ont assez de la politique du rendement. Ils veulent une société à dimension humaine.

Iker de Carlos en a assez. Il a fait un choix. Pourquoi ? Je ne sais pas. Une tradition syndicale combative est peut-être ancrée dans sa famille. Il connaît peut-être l'histoire espagnole et il sait quand le moment est venu de dire non. Ou sa compagne étudie peut-être l'art ou la philosophie et lui apprend à voir le monde, non pas selon la seule perspective du rendement, mais selon une perspective plus vaste.

L'histoire, l'art, la philosophie, autant de disciplines que les acharnés de la rentabilité considèrent comme inutiles, étant donné qu'elles ne débouchent pas immédiatement sur un rendement chiffrable que vous pouvez visualiser dans un graphique. Que ce soient les partisans purs et durs du marché libre, les terroristes



salafistes barbares de Daech ou Ben Carson, le créationniste qui occupe aujourd'hui le poste de ministre du Logement aux États-Unis, tous veulent reléguer aux oubliettes la culture, la philosophie et l'histoire qui ne sont pas les leurs. Elles ne produisent aucun rendement, disent les uns. Elles engendrent des visions erronées et suscitent trop de questions, disent les autres. Or, en cette période de rapides et brefs échanges ponctuels numériques, rarement mis en question, nous avons précisément besoin de davantage de travail de mémoire, de questionnements et de cohésion. « Les disciplines telles que l'art et les langues classiques servent un objectif au moins aussi important que le rendement : elles en sont le contre-pied nécessaire. Les langues classiques permettent d'appréhender un monde qui n'existe plus. L'art surplombe un monde qui n'a jamais existé et qui sera toujours possible », a écrit le poète et écrivain Ramsey Nasr. Il poursuit : « La doctrine du rendement a pourri nos esprits en à peine quelques années. Je n'ai rien contre l'argent, je ne suis pas un hippie, mais ceux qui se laissent aveugler par le scintillement du rendement considèrent les autres comme des concurrents dans le meilleur des cas, comme des chiffres dans le cas le plus neutre et comme des parasites, des vermines, dans le pire des cas. » Ramsey Nasr évoque éga-

lement la manière dont le monde traite les réfugiés aujourd'hui. Il conclut : « C'est pourquoi la doctrine du rendement doit absolument être omise de toute forme d'enseignement. »¹

PLUS DE PERSPECTIVE

Oui, pour éviter de nous laisser entraîner comme des somnambules dans une nouvelle guerre par des nationalistes ou autres séducteurs jouant la carte du repli identitaire, nous avons besoin de mettre les choses plus en perspective. Pour comprendre, par exemple, le rôle de la résistance sociale et des syndicats face à tous ces hérauts du néolibéralisme qui affirment à présent que les syndicats sont obsolètes et que les droits sociaux sont un peu conservateurs. Seules les personnes dénuées de toute perspective historique sont capables de débiter de telles inepties.

Il a fallu deux grèves générales, en 1886 et 1887, pour interdire le travail des enfants et faire payer le salaire en argent. Il a fallu trois grèves générales, en 1893, 1902 et 1913, pour abolir le suffrage censitaire et obtenir le suffrage universel (pour les hommes). Après un demi-siècle de lutte âpre, l'article 310 portant sur l'interdiction des grèves n'a été aboli qu'après la Première Guerre mondiale. Depuis, les piquets de grève sont autorisés. Les travailleurs ont désormais le droit de cesser le travail conjointement et de défendre collectivement leurs intérêts. La grande grève générale de 1936 a permis d'obtenir le salaire minimum et les congés payés. Et c'est dans le contexte des difficiles années de lutte contre le fascisme qu'à la fin 1944, la sécurité sociale, avec la pension,

Aujourd'hui, 15 % de nos compatriotes vivent dans la pauvreté. C'est beaucoup. Mais, sans la sécurité sociale, cette proportion serait de 42 %



BELGIQUE



l'assurance maladie et invalidité, l'allocation de chômage, les allocations familiales et le pécule de vacances, est instaurée.

Aujourd'hui, 15 % de nos compatriotes vivent dans la pauvreté. C'est beaucoup. Mais, sans la sécurité sociale, cette proportion serait de 42 %. La perspective, c'est comprendre cela et c'est comprendre que, sans syndicats prêts à se battre, les droits sociaux et démocratiques essentiels finiraient par disparaître. Une enquête récente a démontré que sept Belges sur dix ont confiance dans les syndicats et comptent sur eux pour continuer à défendre leurs droits sociaux et démocratiques.² C'est très bien.

Nous avons également besoin de perspective pour sortir des sentiers battus, pour frapper l'imagination. En 2016, nous avons célébré le 500^e anniversaire de la première publication, à Louvain, cela mérite d'être dit, de *L'Utopie*, le chef-d'œuvre de l'humaniste britannique Thomas More. « Tous les jalons de notre société n'étaient initialement qu'une utopie. Prenez l'avènement progressif de la démocratie parlementaire, le suffrage universel ou la naissance de l'État providence. Aujourd'hui, ils vont de soi, mais à l'époque, ils étaient décriés comme des rêves utopiques, irréalistes ou impayables », écrit le journaliste néerlandais Rutger Bregman. « Les idées radicales, utopiques, peuvent passer du stade de l'irréalisable à l'inévitable. Il s'agit d'un long processus qui gronde dans les entrailles de la société. »³ Comprendre cela, c'est faire preuve de sens de la perspective. Cette compréhension renforce les individus, leur permet de s'émanciper et les rend moins sensibles à toutes sortes de théories prémâchées. L'espoir réside notamment dans l'ouverture à un monde possible, à un monde nécessaire. Condamnez cet espoir et la nuit tombera. Et les créatures des ténèbres les plus diverses s'empareront de l'obscurité.

CHANGER D'ANGLE DE VUE

Qui aurait pu imaginer il y a cinq ans que de puissants politiciens appelleraient très bientôt ouvertement à la remise en question de la Convention de Genève, que des murs s'élèveraient de nouveau en Europe, que nous concluons des accords impitoyables sur les réfugiés avec un pays qui emprisonne ses opposants, que des gestionnaires politiques de la crise se mettraient au service de grandes banques telles que Goldman Sachs, que la petite Grèce se retrouverait subitement sans le sou, que la Grande-Bretagne quitterait l'Union européenne et que Donald Trump serait élu président de l'empire militaire le plus puissant au monde. Malheureusement, l'impensable est aujourd'hui devenu réalité : l'hégémonie est entre les mains de la « droite décomplexée ».

Depuis l'opposition sur une petite échelle jusqu'à la résistance de grande ampleur, le nombre d'actions alternatives et de manifestations publiques contre la politique dominante d'austérité est tout simplement énorme

Question d'angle de vue... Lorsqu'il est question de puissance et de capacité à agir, les projecteurs sont braqués sur les hautes sphères de la société. Lorsqu'il est question de responsabilité et d'austérité, c'est sur le peuple que les faisceaux lumineux sont dirigés. Or, cela devrait être le contraire. La responsabilité, mais aussi l'activation du capital nécessaire, pour les hautes sphères. Et, au moins aussi important, la puissance et la capacité d'agir pour le peuple. La puissance des détenteurs du pouvoir est systématiquement surestimée, tandis que l'opposition et les capacités du peuple sont systématiquement sous-estimées. Depuis l'opposition sur une petite échelle jusqu'à la résistance de grande ampleur, le nombre d'actions alternatives et de manifestations publiques contre la politique dominante d'austérité est tout simplement énorme. Il y a de petites victoires et des revers temporaires. La lutte se fait par vagues, avec un flux et un reflux, mais elle ne peut être matée. « Nous ne devons pas commettre l'erreur de prendre l'horizon électoral comme indicateur réel de ce qui se passe, écrit le professeur Jan Blommaert. La transformation sociale et politique est un processus lent qui requiert des années de persévérance. » Le rythme n'est pas constant. Le processus ressemble aux eaux d'une rivière, qui s'écoulent parfois désespérément lentement, avant de subir subitement une forte accélération.

Ces dernières années, nous avons assisté à des accélérations que personne n'avait prévues. L'entrée en scène d'un candidat socialiste à la présidentielle américaine, par exemple, qui aurait pu être élu si le clan Clinton n'avait pas tant magouillé avec Wall Street. L'élection de l'activiste pacifiste Jeremy Corbyn à la tête des travaillistes en Grande-Bretagne, au grand dam de l'establishment du Labour. Le blocage temporaire de l'accord de libre-échange avec le Canada, le CETA, par les Parlements wallon et bruxellois. « Après avoir passé cinq ans à négocier un traité commercial avec le Canada, les technocrates européens n'ont pas prêté beaucoup d'attention au point de vue de gens comme Frédéric Gillot. Ancien sidérurgiste de 54 ans représentant le PTB au Parlement wallon, monsieur Gillot est l'un des acteurs du drame qui a vu une assemblée régionale menacer l'accord entre l'Union européenne et le Canada », écrit

le *Financial Times* le 22 octobre 2016. Toute personne qui aurait écrit cela il y a cinq ans aurait certainement été vite internée.

Entendons-nous bien. L'hégémonie est résolument de droite, et personne ne s'en réjouit. L'establishment domine, par la puissance contraignante de l'État. Et il domine aussi parce que sa vision du monde et de l'homme s'est « normalisée », la population ayant largement accepté les conceptions néolibérales. C'est donc aussi chez nous que réside la clé de la solution. En premier lieu, nous devons réapprendre à jeter un regard critique et indépendant sur le monde et les valeurs de la classe dominante. Nous ne devons plus croire aveuglément ce que nous racontent ceux qui nous dirigent. Nous devons mettre en question leurs affirmations. C'est ainsi que débute le débat d'idées. (...)

1. Ramsey Nasr, « Rendementsdenken heeft onze geest verziekt », *De Standaard*, 9 mai 2015 • 2. « Verrassend hoe positief mensen denken over de vakbond » [Studie Marc Swyngedouw, IPSO-KU Leuven], *Deredactie.be*, 15 avril 2016 • 3. Rutger Bregman, « Elke mijlpaal in onze samenleving begon ooit als een utopie », *De Tijd*, 24 septembre 2016.

PETER MERTENS EST AUTEUR, SOCIOLOGUE, PRÉSIDENT DU PTB, CONSEILLER COMMUNAL À ANVERS. IL A ÉCRIT « PRIORITÉ DE GAUCHE » (2009) ET « COMMENT OSENT-ILS ? » (2012) AUX ÉDITIONS ADEN. CE DERNIER A ÉTÉ UN BEST-SELLER EN NÉERLANDAIS ET EN FRANÇAIS. L'ÉDITION EN NÉERLANDAIS D'« AU PAYS DES PROFITEURS » (GRAAILAND, EPO, 2016) A AUSSI ÉTÉ UN GRAND SUCCÈS PUBLIC.

